Ordonnance souveraine n° 3.031 du 12 août 1963 fixant les modalités d'application de la loi n° 740 du 25 mars 1963 relative aux mineurs délinquants

Type	Texte réglementaire
Nature	Ordonnance Souveraine
Date du texte	12 août 1963
Publication	Journal de Monaco du 16 août 1963 ^[1 p.4]
Thématique	Responsabilité pénale

Lien vers le document : <https://legimonaco.mc/tnc/ordonnance/1963/08-12-3.031@1963.08.17>

LEGIMONACO

www.legimonaco.mc

Vu la loi n° 740, du 25 mars 1963, relative aux mineurs délinquants, notamment l'article 11 de ladite loi ;

Chapitre Ier - DES ENQUÊTES SOCIALES ET DES EXAMENS MÉDICAUX

Section I - Des enquêtes sociales

Article 1er

Les enquêtes sociales prévues par la loi n° 740, du 25 mars 1963, susvisée, sont confiées, soit à des fonctionnaires spécialisés de la sûreté publique, soit à des personnes habilitées à cet effet et figurant sur une liste établie par arrêté du directeur des services judiciaires.

Article 2

Les frais de déplacement des fonctionnaires seront réglés dans les conditions prévues par les règlements de l'administration dont ils dépendent. Les personnes mentionnées à l'article 1er ci-dessus auront droit, en sus du remboursement de leurs frais de déplacement, à une indemnité qui sera fixée par arrêté du directeur des services judiciaires.

Section II - Des examens médicaux

Article 3

Les examens médicaux prévus par la loi n° 740, du 25 mars 1963, susvisée, sont effectués par des médecins choisis parmi les membres de l'Ordre des médecins de Monaco.

Si la nature de l'examen nécessite qu'il soit confié, faute de spécialiste, à un praticien non autorisé à exercer habituellement sur le territoire monégasque, la décision portant désignation dudit praticien mentionnera expressément cette nécessité.

Article 4

Les frais divers et honoraires afférents aux examens visés à l'article ci-dessus seront réglés et le cas échéant recouverts dans les formes et conditions fixées par l'ordonnance du 2 juillet 1866 et les textes subséquents.

Le montant des honoraires dus aux médecins non autorisés à exercer habituellement à Monaco, sera fixé en conformité des tarifs administratifs en vigueur pour des examens de même nature dans le pays où exerce régulièrement ce praticien.

Chapitre II - DE LA LIBERTÉ SURVEILLÉE

Article 5

La rééducation des mineurs soumis au régime de la liberté surveillée, soit sous la garde de leurs parents ou d'une tierce personne, soit dans un centre d'observation surveillée, est assurée, sous la direction du juge désigné à l'article 4 de la loi n° 740, du 25 mars 1963, susvisée, par des délégués permanents et par des délégués bénévoles à la liberté surveillée, désignés par la décision qui a prescrit la mise en liberté surveillée du mineur.

Le placement desdits mineurs dans un centre d'observation surveillée, tel qu'il est prévu à l'article 6 de la loi n° 740, du 25 mars 1963, susvisée, s'effectue obligatoirement à Monaco. Dans l'hypothèse prévue à l'article 9, 3° de la même loi, la désignation de l'établissement monégasque ou français chargé de recevoir le mineur sera faite dans la décision qui aura ordonné le placement.

Article 6

Lorsque la mise du mineur en liberté surveillée aura été décidée, le mineur, ses parents, son tuteur, la personne qui en a la garde, seront informés du caractère et de l'objet de cette mesure, ainsi que des obligations qu'elle entraîne.

Le délégué fera rapport au juge chargé des mineurs en cas d'inconduite, de danger moral couru par le mineur, d'entraves apportées à l'exercice de la surveillance ; il proposera les modifications de garde ou de placement qui lui apparaîtront utiles.

Il devra être avisé sans retard par les parents, tuteurs ou gardiens, du décès, de toute maladie grave, de tout déplacement de résidence ou de toute absence non autorisée du mineur.

Le juge chargé des enfants pourra infliger une amende civile de 10 à 500 francs^[1] aux parents, tuteurs ou gardiens, à la charge desquels aurait été établi un défaut de surveillance caractérisé du mineur ou une opposition systématique à l'exercice de la mission du délégué.

Article 7

Les mesures ordonnées à l'égard du mineur seront révisables à tout moment.

En cas d'urgence absolue, le juge désigné à l'article 4 de la loi n° 740, du 25 mars 1963, susvisée, pourra ordonner, à titre provisoire, les mesures modificatives nécessaires.

Article 8

Les parents ou tuteurs ou le mineur lui-même ne pourront former une demande de remise ou de restitution de garde en raison de leur aptitude à élever l'enfant et de l'amendement suffisant de ce dernier que lorsqu'il se sera écoulé un an depuis la mise en exécution de la décision plaçant le mineur hors de sa famille. En cas de rejet, la même demande ne pourra être renouvelée qu'à l'expiration du délai d'un an.

Ces demandes seront présentées au Procureur général qui procèdera conformément aux dispositions des articles 8 et 10 de la loi n° 740, du 25 mars 1963, susvisée.

Chapitre III - DE LA DÉTENTION DES MINEURS

Article 9

Le mineur de 18 ans faisant l'objet d'un mandat d'arrêt en application de l'article 6, 2°, de la loi n° 740 du 25 mars 1963, susvisée, sera placé sous surveillance dans des locaux appropriés de la maison d'arrêt. Il sera soumis à l'isolement de nuit et soustrait à tout contact avec les détenus majeurs.

Notes

Notes de la rédaction

1. ^[p.2] Conversion francs en euros : Voir l'ordonnance n° 13.827 du 15 décembre 1998 (Journal de Monaco du 18 décembre 1998). - NDLR.

Liens

1. Journal de Monaco du 16 août 1963
^[p.1] <https://journaldemonaco.gouv.mc/Journaux/1963/Journal-5524>